

AGRICULTURE - EUROPE

GROUPE DES ELUS COMMUNISTES

20 novembre 2006

Gérard Lahellec

L'Agriculture toujours au coeur des enjeux de l'OMC.

La défaite des républicains aux Etats-Unis relance les débats à propos du « grand marché Mondial », au premier rang duquel se trouve le marché agricole.

Les bureaux de vote américains ont à peine fermé que les tenants de l'ultralibéralisme recommencent à s'agiter pour réveiller « l'endormie » du cycle de Doha. En effet, au cours du prochain week-end, le Vietnam, qui va devenir le 150^{ème} pays membre de l'OMC, va recevoir le sommet d'Asie-Pacifique et de nombreux chefs d'Etat, dont George Bush.

Le directeur de l'OMC, le français Pascal Lamy, sera également présent pour tenter de réactiver les négociations et tenter d'arracher de « nouvelles ouvertures » pour libéraliser le commerce mondial. Certes, la campagne électorale américaine était un facteur de blocage et le fait que beaucoup de candidats démocrates ont gagné leur élection sur des idées hostiles au libre-échange, devrait, en principe, rendre le déploiement de l'ultra-libéralisme plus compliqué.

En effet, les pressions sont énormes et les partisans d'un nouvel accord de libéralisation ont aujourd'hui l'obsession du calendrier; conscients de la vraisemblance du risque d'un nouvel échec, ils ne négligent aucun effort ni aucune stratégie pour parvenir à leurs fins. Pour cela ils ont besoin que l'OMC avance très vite dans ses négociations et de ce seul point de vue, le calendrier est un élément important de la stratégie qui se prépare.

Le mandat spécial accordé au président américain pour mener la négociation expire à la fin du mois de juin; l'union européenne quant à elle, devra tenir compte des échéances électorales françaises.

L'ensemble des arguments pèse donc dans le sens d'un échec du cycle de Doha ou d'un renvoi des futures négociations aux calendes grecques! Mais ce n'est pas une raison pour baisser la garde du combat antilibéral.

Au Royaume Uni, des voix proposent une réduction de 51% des tarifs douaniers européens ! Ceci conduirait inévitablement à un effondrement des protections à nos frontières, à l'abandon total de tout concept de préférence communautaire et de fait au renoncement à toute ambition

européenne pour notre agriculture.

Laisser faire, ce serait consacrer le cantonnement de l'Europe dans un rôle de déploiement planétaire du libéralisme et du capitalisme mondialisé.

Gérard Lahellec

Le 20 novembre 2006